

**TRIBUNAL
DE GRANDE
INSTANCE
DE PARIS**



1/4 social

N° RG :
10/10287

N° MINUTE :

JUGEMENT
rendu le 31 janvier 2012

Assignation du :
7 juillet 2010

PAIEMENT

A. L.

DEMANDEUR

COMITE D'ETABLISSEMENT SNCF CLIENTELE

Tour Paris-Lyon
209/211 rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

représentée par Me Evelyn BLEDNIAK, avocat au barreau de PARIS,
vestiaire #K0093

DÉFENDERESSE

Société NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

34 rue du Commandant Mouchotte
75014 PARIS

représentée par Me Jean-Luc HIRSCH, avocat au barreau de PARIS,
vestiaire #D1665

**Expéditions
exécutoires
délivrées le :**

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Madame Anne LACQUEMANT, Vice-Président
Président de la formation

Monsieur Maurice RICHARD, Vice-Président
Madame Juliette LANÇON, Juge
Assesseurs

assistés de Elisabeth AUBERT, Greffier

DÉBATS

A l'audience du 13 décembre 2011
tenue en audience publique

JUGEMENT

Prononcé en audience publique
Contradictoire
En premier ressort
Sous la rédaction de Madame LACQUEMANT

Suivant assignation délivrée le 7 juillet 2010 à la SNCF, le comité d'établissement SNCF Clientèle demande au tribunal de :

- suspendre la mise en oeuvre de la décision de la SNCF de créer, avec IBM, une co-entreprise en charge de la gestion des sous-traitants du groupe SNCF , tant que le comité d'établissement n'aura pas été régulièrement informé et consulté, sous astreinte de 3.000 euros par jour, à compter de la signification du jugement à intervenir,

- ordonner à la SNCF de procéder à l'information/consultation complète du comité d'établissement sur le projet de création de la co entreprise avec IBM et ses conséquences,

- condamner la SNCF à payer au comité d'établissement la somme de 20.000 euros à titre de dommages et intérêts pour non-respect de ses prérogatives légales,

- la condamner à lui payer la somme de 5.000 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

A l'appui de ses demandes, le comité d'établissement Clientèle expose :

- que depuis plusieurs années, la SNCF a décidé de faire une place croissante à la sous-traitance dans le domaine informatique alors qu'il est important que l'entreprise soit dotée de services informatiques propres,

- que dans cette logique, elle a élaboré un projet initialement baptisé Ulysse aux fins de faire piloter le portefeuille des sous-traitants du groupe SNCF par une nouvelle entité, dans le cadre d'une co-entreprise avec IBM, avec pour objectif d'augmenter la rentabilité des centres de service et de réaliser des économies,

- que la création de la co-entreprise et le déploiement du projet sont intervenus avant toute procédure d'information/consultation des instances représentatives du personnel concernées.

Le comité d'établissement Clientèle soutient qu'il aurait dû être préalablement informé et consulté sur le projet avant sa mise en oeuvre dans la mesure où cette décision de confier la gestion du portefeuille des sous-traitants du groupe SNCF à cette nouvelle entité aura des incidences sur la marche générale de l'établissement SNCF Clientèle notamment en ce que :

- elle implique une réorganisation du fait de la création et de la massification des centres de service et donc une nouvelle répartition du travail des services informatiques, en ce qui concerne le management (l'encadrement des équipes de salariés sous traitants va changer), mais également pour ce qui est des équipes qui vont passer d'un mode d'organisation mixte agents SNCF/prestataires à une organisation séparée,

- elle implique de nouvelles procédures à mettre en place, la création d'une filiale avec des fonds privés permettant à la SNCF de s'affranchir des règles d'achats auxquelles est habituellement soumise l'entreprise publique,

- la mise en place de ce nouveau système aura des incidences financières et économiques importantes (économies attendues de 284 millions d'euros sur 6 ans), qui impacte la marche générale de l'établissement,

- le nouveau système transfère de la SNCF à la co-entreprise l'ensemble de la maîtrise d'oeuvre,

- le nouveau système modifie les chaînes décisionnelles puisque ce n'est pas la SNCF qui gèrera les contrats de sous-traitance, mais la co-entreprise elle-même détenue à 51 % par la société Stelsia, elle-même détenue à 100 % par SNCF Participations, elle-même détenue à 100 % par la SNCF, bénéficiaire des prestations,

- la SNCF s'engage sur des volumes minimum d'activités transférées à la co-entreprise (production, études, projets, développements...), ce qui implique potentiellement une réduction de l'activité des services informatiques SNCF et de l'activité des agents SNCF qui en ont la charge,

- les fonctions administratives, juridiques, comptables et financières de la société Stelsia sont sous-traitées à la SNCF.

Aux termes de ses conclusions notifiées par voie électronique le 21 novembre 2011, la SNCF soutient que le projet ayant été mis en oeuvre, la demande de suspension est sans objet et dès lors irrecevable, qu'en toute hypothèse, la demande est mal fondée dans la mesure où le projet Ulysse de création d'une co-entreprise ne concerne pas la marche générale de l'établissement.

La défenderesse expose :

- que la gouvernance des systèmes d'informations (SI) de la SNCF s'organise autour de quatre directions des systèmes d'informations, dites les DSI, (dénommées respectivement : SVSI anciennement Vinsi SI pour le périmètre du comité d'établissement Clientèle, DSTI pour le périmètre du comité d'établissement des Directions Traverses, ISI pour le périmètre du comité d'établissement du Gérant de l'Infrastructure et DSIF pour le périmètre du comité d'établissement Fret) lesquelles pilotent chacune son informatique, définissent les stratégies et les évolutions, conduisent la maîtrise d'oeuvre des projets et assurent le contrôle de gestion et de sécurité,

- que l'activité des agents de ces DSI ne représente toutefois qu'environ 45 % du volume d'activité informatique de la SNCF qui fait appel depuis longtemps à de nombreux prestataires extérieurs,

- que l'essentiel de la sous-traitance se compose de prestations intellectuelles qui sont contractualisées selon trois modes distincts : l'assistance technique de renfort, les contrats de prestations spécifiques au forfait et les centres de service,

- qu'en raison des risques pouvant résulter d'une mauvaise gestion de la sous-traitance informatique en termes de coût, de maîtrise des prestataires dont l'entreprise devient captive, de propriété intellectuelle, de perte de compétence informatique et de la maîtrise du SI de l'entreprise et de sécurité et de confidentialité des données, une réflexion a été engagée, à la fin de l'année 2008, afin de redéfinir les conditions du recours à la sous-traitance informatique et d'améliorer la qualité du service obtenu,

- que dans ce cadre, le projet Ulysse a été élaboré aux fins de rationaliser le dispositif d'achat des prestations autour d'un plus petit nombre de prestataires référencés pour diminuer les coûts unitaires et mieux industrialiser les prestations, qu'il a été lancé au mois de janvier 2011 pour une première période ferme de 6 ans après avoir été présenté au Conseil d'administration, avec pour objectifs d'obtenir un gain moyen direct sur les achats, de sécuriser les prestations, d'améliorer la réactivité face aux demandes des DSI et de toutes les filiales bénéficiaires, d'accélérer le déploiement vers les utilisateurs, de contractualiser des plans qualité et sécurité et des indicateurs de performance des prestataires, de disposer d'une clause de propriété industrielle,

- que le projet Ulysse s'est traduit par un partenariat avec la société IBM consistant en la création d'une co-entreprise (joint venture) Noviaserv (dénommée initialement SNCF B5) chargée de gérer environ 75 % des demandes de prestations informatiques sous traitées du groupe SNCF avec pour objectif de réaliser des économies sur les achats de sous-traitance informatique de l'ordre de 17 % sur la période initiale de partenariat,

- que la société Noviaserv assure le suivi de la relation contractuelle avec les fournisseurs en apportant son appui au client final (c'est-à-dire aux DSI) à qui elle fait remonter les propositions des fournisseurs en termes de standardisation et d'organisation technique des prestations,

- que la société Stelsia, qui détient 51 % de Noviaserv, d'une part, collecte l'ensemble des missions que les DSI souhaitent voir sous-traitées, gère l'aspect contentieux de cette sous-traitance et récupère toute la propriété intellectuelle des prestations réalisées pour leur compte, d'autre part, contrôle l'activité de la co-entreprise par un contrat global de prestations informatiques lui garantissant une baisse des tarifs unitaires des sous-traitants en contrepartie d'un engagement sur des volumes minimum de commandes de prestations,

- qu'aucun prestataire ne pourra dépasser 33 % du volume des commandes de développement et qu'IBM sera prestataire de référence dans le domaine de la production informatique et des recettes de prestations.

La SNCF fait valoir :

- que la nouvelle organisation n'a aucune incidence sur le volume ou la structure des effectifs, qu'elle ne saurait être confondue avec la mise en place progressive de centres de services dans les différentes directions des systèmes d'information (DSI) qui avait été validée antérieurement et qui répond quant à elle à une évolution dans les modes d'exercice de la sous-traitance,

- qu'elle constitue un nouveau mode d'approvisionnement des services informatiques en sous-traitants de façon à optimiser les contrats en termes de coût, de délais et de qualité, ce partenariat ne changeant en rien la mission des équipes informatiques de la DSI qui :

- * conservent la maîtrise de la relation avec les clients internes et une relation opérationnelle avec le prestataire final qui assure la réalisation de la prestation sous-traitée sur la base notamment de conventions de services et d'indicateurs de résultats,

- * décident de la nature des prestations sous-traitées sans qu'existent de contraintes nouvelles quant à leur volume,

- * décident du mode de sous-traitance, le développement du partenariat avec IBM n'impliquant pas en soi de privilégier le mode "centre de services" au détriment du mode "assistance technique", même si, parallèlement, une évolution en ce sens a été décidée,

- * assurent le pilotage opérationnel des prestations en vérifiant avec la co-entreprise le respect des engagements par le prestataire, ce qui implique le maintien de compétences techniques approfondies,

- que seules les modalités de passation des commandes sont susceptibles d'évoluer sans que cette évolution impacte la marche générale de l'établissement, ni les conditions de travail puisque les agents acheteurs des DSI conservent leurs prérogatives passées,

- que l'évolution de la sous-traitance en mode "centre de services" est indépendante du projet Ulysse, et a toujours fait au fur et à mesure de l'avancement de la réflexion d'une information des institutions représentatives du personnel.

MOTIFS

Attendu qu'aux termes de l'article L. 2323-6 du code du travail :

“Le comité d'entreprise est informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise et, notamment, sur les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la durée du travail, les conditions d'emploi, de travail et de formation professionnelle” ;

Qu'aux termes de l'article L. 2323-19 :

“Le comité d'entreprise est informé et consulté sur les modifications de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise, notamment en cas de fusion, de cession, de modification importante des structures de production de l'entreprise ainsi que lors de l'acquisition ou de la cession de filiales au sens de l'article L. 233-1 du code du commerce.

L'employeur indique les motifs des modifications projetées et consulte le comité d'entreprise sur les mesures envisagées à l'égard des salariés lorsque ces modifications comportent des conséquences pour ceux-ci.

Il consulte également le comité d'entreprise lorsqu'il prend une participation dans une société et l'informe d'une prise de participation dont son entreprise est l'objet lorsqu'il en a connaissance” ;

Qu'aux termes de l'article L. 2327-15, *“les comités d'établissement ont les mêmes attributions que les comités d'entreprise dans la limite des pouvoirs confiés aux chefs de ces établissements” ;*

Attendu qu'il est constant que le projet litigieux a été mis en place au cours de l'année 2010, que notamment les contrats de sous-traitance ont été transférés à la société Stelsia ;

Que par conséquent la demande de suspension de la réorganisation d'ores et déjà réalisée jusqu'à la consultation du comité d'établissement, est sans objet ;

Qu'il convient néanmoins de rechercher si ledit projet imposait la consultation du comité d'établissement demandeur, préalablement à sa mise en oeuvre, en application des textes précités aux fins d'apprécier la réalité de l'atteinte aux prérogatives de ce dernier invoquée ;

Attendu qu'il résulte des notes présentées sur le projet Ulysse au comité stratégique, à la commission économique du comité central d'entreprise de la SNCF et au conseil d'administration et des explications fournies par les parties que *“le projet de partenariat consiste à créer une joint-venture avec IBM qui gèrera 75 % des prestations informatiques sous-traitées du groupe avec pour objectif de massifier les futurs centres de service”*, que la joint-venture sera détenue à 51 % par le groupe SNCF (via une société, initialement Nexco aujourd'hui Stelsia détenue à 100 % par SNCF Participations) et à 49 % par IBM, qu'il est prévu dans ce cadre, que la société Stelsia sera le client unique de la joint-venture et contractualisera *“en miroir”* avec les différentes entités du groupe SNCF bénéficiaires des

prestations, que le partenaire IBM s'engagera contractuellement sur les baisses de coûts et les objectifs de performance et de qualité des prestations rendues, qu'en contrepartie, la SNCF devra donner des engagements de volume sur le périmètre d'activité confié à la co-entreprise ;

Que dans cette nouvelle organisation, les contrats de sous-traitance ne sont plus gérés au niveau de chaque DSI mais par la société Stelsia qui détermine les besoins en termes de sous-traitance tant sur le plan quantitatif que qualitatif ainsi qu'il ressort des déclarations du président du comité d'établissement du Gérant de l'infrastructure lors de la réunion du 20 mai 2010 (page 34 du procès-verbal), aide les DSI à mutualiser les pratiques qui seront adoptées avec les partenaires et conserve la maîtrise de la sous-traitance ; que la société Noviaserv prend à sa charge la maîtrise d'oeuvre réelle ;

Que si la DSI semble devoir, aux termes des explications de la SNCF, conserver une relation opérationnelle avec le partenaire final qui assurera la réalisation du centre de services, le projet Ulysse consiste en une réorganisation importante de la sous-traitance de l'activité informatique qui ne sera plus gérée au niveau de chaque DSI mais par la société Stelsia ;

Que cette nouvelle organisation peut être qualifiée selon les termes de l'article L. 2323-19 du code du travail, de modification importante des structures de production de l'activité informatique de l'entreprise, et concerne la marche générale de l'établissement qui gèrait jusque là la totalité de l'activité informatique sous-traitée ;

Qu'en application des dispositions légales susvisées, la SNCF devait informer et consulter le comité d'établissement Clientèle préalablement à la mise en place du projet litigieux, ce qu'elle s'est abstenue de faire nonobstant les demandes réitérées de celui-ci ;

Qu'elle a ainsi porté atteinte aux prérogatives de cette instance représentative du personnel et sera condamnée à lui verser, en réparation du préjudice en étant nécessairement résulté, la somme de 10.000 euros à titre de dommages et intérêts ;

Attendu que la SNCF qui succombe sera condamnée aux dépens de la présente instance et par conséquent à verser, en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile, au comité d'établissement demandeur une indemnité que l'équité commande de fixer à la somme de 4.000 euros ;

PAR CES MOTIFS

Statuant en audience publique, par jugement contradictoire et en premier ressort,

Dit que la demande de suspension du projet Ulysse est devenue sans objet ;

Dit que la mise en oeuvre de ce projet imposait la consultation préalable du comité d'établissement Clientèle ;

Condamne la SNCF à payer au comité d'établissement Clientèle la somme de 10.000 euros (dix mille euros) à titre de dommages et intérêts ;

Condamne la SNCF à payer au comité d'établissement Clientèle la somme de 4.000 euros (quatre mille euros) en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

Condamne la SNCF aux dépens.

Fait et jugé à Paris le 31 janvier 2012

Le Greffier

Le Président

E. AUBERT

A. LACQUEMANT